



MARCHE DE « PRESTATIONS INTELLECTUELLES »

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LA REALISATION DE DIAGNOSTICS STRUCTURE ET COUVERTURE DE BÂTIMENTS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Accord-cadre à bons de commandes passé en appel d'offres ouvert
en application des dispositions des articles L.2124-2 , R.2124-2 1°, R2161-2 à R21615, R2162-1 à 6 et
R2162-13 et 14 du Code de la commande publique

M2026-07

Sommaire

1- PRESENTATION DU MARCHÉ	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 FORME ET DUREE DU MARCHÉ	4
1.2.1 <i>Forme du marché</i>	4
1.2.2 <i>Durée du marché</i>	4
1.3 PRESENTATION DES PARTIES	5
1.3.1 <i>Représentant(s) de l'EPF :</i>	5
1.3.2 <i>Représentant le titulaire du présent contrat :</i>	5
2- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1 DOCUMENTS PARTICULIERS	5
2.2 DOCUMENTS GENERAUX	5
3- CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION	5
3.1 CONTENU DES BONS DE COMMANDE	5
3.2 CALCUL DES FRAIS DE DEPLACEMENT	6
3.3 PRESTATIONS ANNEXES OU ACCESSOIRES A L'OBJET DU MARCHÉ	6
3.4 COEFFICIENT DE MAJORATION POUR INTERVENTION D'URGENCE	6
3.5 DELAIS D'EXECUTION	6
3.6 CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	7
3.6.1 <i>Confidentialité</i>	7
3.6.2 <i>Protection des données à caractère personnel</i>	7
3.7 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE	8
3.8 DEVOIR DE CONSEIL ET OBLIGATIONS DE RESULTATS	8
3.9 GARANTIE DE JOUISSANCE PAISIBLE	8
3.10 AUTORISATION ADMINISTRATIVE	8
3.11 SECURITE ET PROTECTION DES INTERVENANTS	8
3.12 OPERATIONS D'ADMISSION ET DECISIONS APRES VERIFICATION	9
3.13 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	9
3.14 CLAUSE DE NON-EXCLUSIVITE	9
4- COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	9
4.1 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES (CO-TRAITANCE)	9
4.2 SOUS-TRAITANCE	9
5- RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT - AVANCE	10
5.1 RETENUE DE GARANTIE	10

5.2	CAUTIONNEMENT	10
5.3	AVANCE.....	10
5.3.1	<i>Conditions de versement et de remboursement</i>	<i>10</i>
5.3.2	<i>Sous-traitance et avance.....</i>	<i>10</i>
6-	MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	10
6.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	10
6.2	CONTENU DES PRIX.....	10
6.3	FORME DES PRIX.....	11
6.4	PRIX DE REGLEMENT.....	11
6.5	VARIATION DES PRIX DU MARCHÉ	11
6.5.1	<i>Mois d'établissement des prix du marché</i>	<i>11</i>
6.5.2	<i>Modalités de variations des prix</i>	<i>11</i>
6.6	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	12
7-	PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES.....	12
7.1	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	12
7.2	PAIEMENT.....	12
7.3	INTERETS MORATOIRES	13
7.4	OPERATIONS D'ADMISSION ET DECISIONS APRES VERIFICATION.....	13
8-	NANTISSEMENT-CESSION DE CREANCE.....	13
9-	PENALITES	13
9.1	GENERALITES	13
9.2	PENALITES APPLICABLES.....	13
9.3	PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL	14
10-	EXECUTION PAR DEFAUT.....	14
11-	RESILIATION - MESURES COERCITIVES - REEXAMEN	14
12-	ASSURANCES	14
13-	ATTRIBUTION DE COMPETENCE	15
14-	DEROGATION AU CCAG-PI	15
ANNEXE 1-	REGLES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	16
1.	<i>DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</i>	<i>16</i>
2.	<i>OBLIGATIONS DU TITULAIRE</i>	<i>16</i>
3.	<i>OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR</i>	<i>19</i>

1- PRESENTATION DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de diagnostics structures et couvertures du patrimoine bâti de l'EPF d'Occitanie. Le descriptif technique des prestations attendues figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Forme et durée du Marché

1.2.1 Forme du marché

Les prestations seront exécutées sur le territoire de la région d'Occitanie décomposé en 4 lots géographiques regroupant plusieurs départements :

- **Le lot n°1** est composé des départements du Gers (32), de la Haute-Garonne (31) et des Hautes-Pyrénées (65) ;
- **Le lot n°2** est composé des départements du lot (46), du Tarn (81) et du Tarn-et-Garonne (82) ;
- **Le lot n°3** est composé des départements de l'Aveyron (12), du Gard (30), de l'Hérault (34) et de la Lozère (48) ;
- **Le lot n°4** est composé des départements de l'Ariège (09), de l'Aude (11) et des Pyrénées-Orientales (66).

Nota : le périmètre de l'EPF d'Occitanie s'étend sur l'ensemble de la Région Occitanie à l'exception des périmètres de :

- L'établissement public foncier local du Grand Toulouse ;
- L'établissement public foncier local de Montauban ;
- L'établissement public foncier local du Tarn.

Chaque lot constitue un accord-cadre à bons de commande, mono attributaire, passé en appel d'offres ouvert application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2 1°, R2161-2, R2162-13 et 2162-14 du code de la commande publique sans indication de montant minimum, et dans la limite maximum de 650 000 € HT pour l'ensemble du marché et d'un montant maximum par lot de :

- Lot 1 : 100 000 € HT
- Lot 2 : 150 000 € HT
- Lot 3 : 250 000 € HT
- Lot 4 : 150 000 € HT

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins sans négociation ni remise en concurrence dans les conditions fixées à l'article 3 du présent CCAP.

1.2.2 Durée du marché

La durée du marché est d'un an à compter de sa notification.

Sauf décision contraire du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire du marché au plus tard un mois avant son échéance, le marché pourra être reconduit trois fois par période annuelle, sans pouvoir excéder une durée globale de 4 ans. Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction. Aucune indemnité ne lui est due en cas de non-reconduction.

1.3 Présentation des parties

1.3.1 Représentant(s) de l'EPF :

Madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, est la représentante légale de l'acheteur public.

Un représentant de la direction des travaux et expertise bâtementaire sera désigné lors de l'émission de chaque bon de commande pour assurer le suivi d'exécution des prestations prévues dans le bon de commande. Il s'agira du correspondant du prestataire à qui ce dernier remettra les pièces concrétisant l'avancement du marché, et qui assurera les opérations de vérifications définies par les articles 28 et 29 du CCAG PI.

1.3.2 Représentant le titulaire du présent contrat :

Un chef de projet sera désigné pour toute l'exécution du marché et assurera à ce titre la responsabilité de l'exécution de la mission. Il sera l'interlocuteur privilégié de l'EPF et de ses représentants. Le remplacement du chef de projet sera soumis aux dispositions de l'article 3.4 du CCAG-PI.

2- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est composé des pièces suivantes énumérées par ordre de priorité décroissant :

2.1 Documents particuliers

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le présent marché est constitué des pièces suivantes :

- 1) L'acte d'engagement et son annexe financière (bordereau des prix unitaires) ;
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- 4) L'offre technique du prestataire.

En cas de divergence entre deux ou plusieurs pièces particulières du marché, ce sont les indications de la pièce portant le numéro d'ordre le moins élevé qui ont priorité.

2.2 Documents généraux

Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021).

3- CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

3.1 Contenu des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Chaque prestation ne pourra être exécutée qu'après l'envoi au titulaire d'un bon de commande par courrier ou par courriel. Le délai d'exécution de la prestation débutera à la date d'émission du bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de quatre mois après l'échéance du marché.

Les bons de commande seront établis et signés par l'acheteur ou son représentant dûment habilité.

Aucune prestation effectuée sans bon de commande émis dans les conditions précitée ne donnera lieu à paiement.

Les bons de commandes comporteront notamment les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- L'adresse du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le contenu détaillé des missions à réaliser (adresse du ou des biens objet de l'intervention et leurs caractéristiques notamment) ;
- Les délais d'exécution ;
- Le prix des missions.

Les bons de commandes pourront contenir en annexe les photos et plans déjà en possession des services de l'EPF.

3.2 Calcul des frais de déplacement

Les déplacements donneront lieu à une rémunération forfaitaire par application d'un coefficient de majoration fixé dans le bordereau de prix unitaires et apprécié au regard de la distance à parcourir par le titulaire du marché en vue de l'exécution de la prestation.

La distance est calculée entre le siège social de l'entreprise (ou son implantation la plus proche) et l'adresse du site objet de la commande. En cas d'opération multi-sites, est pris en compte le site le plus lointain. Est retenue la distance la plus courte mesurée via le site Google Maps en indiquant les 2 adresses pour un trajet en voiture avec ou sans péage. Le prix unitaire devra prendre en compte l'aller et le retour, au regard de la distance à parcourir évoquée ci-dessus.

3.3 Prestations annexes ou accessoires à l'objet du marché

Pour les prestations liées à l'objet du marché mais ne faisant pas l'objet de prix unitaires dans le BPU (cf. art. 3.4 du CCTP), le titulaire sera rémunéré sur la base du des débours réels (dont il apportera les justificatifs) auquel sera appliqué un coefficient de majoration K, exprimé en pourcentage, défini dans le BPU et prenant en compte l'exhaustivité des frais du titulaire (pilotage, marge, assurances, ...). Le chiffrage des prestations, aura comme base ou élément de comparaison les éléments du BPU.

3.4 Coefficient de majoration pour intervention d'urgence

Pour une intervention d'urgence et dans les conditions définies dans l'article 2.5 du CCTP, les prix des interventions sont majorés par un coefficient défini dans le BPU.

3.5 Délais d'exécution

A la réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai maximum de :

	Prestations ou livrables	Point de départ du délai	Délai d'exécution (jours calendaires)
Elément de mission 1	Visite	Réception du bon de commande	7 jours
	Rapport de diagnostic		21 jours
	Reprise des livrables suite aux remarques du MOA	Envoi des remarques du MOA	3 jours
Elément de mission 2	Rapport de préconisations de travaux	Réception du bon de commande	21 jours

	Cahier des charges travaux et DPGF		
	Reprise des livrables suite aux remarques du MOA	Envoi des remarques du MOA	3 jours
Elément de mission 3	Visite	Réception du bon de commande	7 jours
	Rapport de diagnostic mis à jour		21 jours
	Reprise des livrables suite aux remarques du MOA	Envoi des remarques du MOA	3 jours
Elément de mission 4	Selon indication du bon de commande	Réception du bon de commande	Selon indications du bon de commande

En cas d'urgence, ce délai pourra être réduit à 48 heures pour la réalisation du diagnostic visuel et à 72 heures pour la remise du rapport de diagnostic.

3.6 Confidentialité et protection des données à caractère personnel

3.6.1 Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou de mesures de sécurité.

Conformément aux modalités prévues à l'article 19.3 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve le droit procéder ou de faire procéder à un audit de sécurité auprès du titulaire ou de ses sous-traitants, afin de s'assurer de la protection effective des données qui lui ont été confiées lors de l'exécution du marché.

3.6.2 Protection des données à caractère personnel

Le titulaire et l'EPF qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- Les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- Les traiter selon les instructions du prestataire des données ;
- Garantir leur confidentialité ;
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- Signaler toute violation de ces règles auprès de l'EPF et de la CNIL ;
- Détruire les données dans un délai d'un mois, à compter de la fin du marché.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'EPF d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Pour la protection des données, le titulaire du marché ou son sous-traitant devront respecter les

dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG-PI.

3.7 Documents à fournir par le prestataire

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Conformément aux articles R 2143-3 à 15 du Code de la commande publique, le titulaire devra fournir à l'EPF, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

3.8 Devoir de conseil et obligations de résultats

Le titulaire, en sa qualité d'homme de l'art, est soumis à un devoir de conseil à l'endroit du maître d'ouvrage. A ce titre, il doit, sans que cette liste soit exhaustive :

- Informer le maître d'ouvrage de toute évolution réglementaire impactant les opérations ;
- Alerter le maître d'ouvrage sur tout risque notamment concernant les sujets de sécurité des ouvriers ;
- Signaler au maître d'ouvrage toute difficulté ou contrainte pouvant entraver le bon déroulement des opérations.

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des missions décrites dans les pièces du marché.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'acheteur. Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux de l'auteur, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières.

3.9 Garantie de jouissance paisible

Le titulaire du marché garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relative aux résultats qui sont cédés aux termes du marché dans les conditions définies par l'article 35 du CCAG-PI.

3.10 Autorisation administrative

Dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public, il appartiendra au titulaire de recueillir toute autorisation nécessaire auprès de la Mairie (Ex : plates-formes élévatrices mobiles de personnel).

3.11 Sécurité et protection des intervenants

Dans le cadre de la prévention des risques, le titulaire est réputé :

- Avoir évalué les risques et d'assurer la sécurité, avec éventuellement l'établissement

d'un plan de prévention pour l'intervention en hauteur (arrêté du 19 mars 1993).

- Être titulaire d'une autorisation de conduite de plates-formes élévatrices mobiles de personnel.

3.12 Opérations d'admission et décisions après vérification

Les opérations d'admission et décisions après constatation de l'exécution des prestations sont réalisées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG-PI.

3.13 Prestations supplémentaires ou modificatives

L'EPF peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires dans les conditions prévues de l'article 23 du CCAG-PI.

3.14 Clause de non-exclusivité

A titre exceptionnel et pour des besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 10 % du montant maximum par lot, ni la somme de 10 000 Euros HT.

4- COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

4.1 Groupement d'opérateurs économiques (Co-traitance)

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire devront être présentés lors de la remise de l'offre.

La forme imposée par le pouvoir adjudicateur à l'attribution du marché est celle du groupement solidaire nécessaire pour la bonne exécution du marché.

Le mandataire est seul habilité à présenter les projets de décompte et à accepter les décomptes ; seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

4.2 Sous-traitance

Le titulaire d'un marché de services est habilité à sous - traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique préalablement à toute intervention. L'acceptation est valable pour tous les bons de commande qui lui seront ultérieurs.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant et les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché. Pour ce faire, le sous-traitant doit fournir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- une attestation du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder

aux marchés publics ;

- une attestation du sous-traitant précisant s'il renonce ou pas au paiement de l'avance (articles R. 2193-17 à 21 du Code de la commande publique).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché telle que définie à l'article 39 du CCAP-PI.

5- RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT - AVANCE

5.1 Retenue de garantie

Sans objet.

5.2 Cautionnement

Sans objet.

5.3 Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-PI.

5.3.1 Conditions de versement et de remboursement

Conformément à la combinaison des articles R2191-3 et R2191-16 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises, du bon de commande, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30% lorsque le titulaire du marché public ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% (ou 50% dans le cas où l'avance s'élève à 30% du marché) du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

5.3.2 Sous-traitance et avance

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les dispositions du présent CCAP, avec les particularités détaillées aux articles R2191-6, R2193-10 et R2193-7 à R2193-21 du code de la commande publique.

6- MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

6.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au prestataire à ses co-traitants et sous-traitants éventuels.

6.2 Contenu des prix

Les prix unitaires du bordereau sont réputés inclure :

- La totalité des fournitures, main d'œuvre, prestations diverses nécessaires à la complète exécution des prestations définies dans les pièces du marché,
- Le transport à pied d'œuvre et le stockage des matériels et des matériaux y compris toutes manutentions ainsi que les démontages, remontages, poses et déposes pendant toute la durée de la prestation pour l'utilisation éventuelle dans différents locaux ou emplacement du chantier,
- Les protections diverses,
- La manutention, le chargement, l'enlèvement aux décharges, par tous moyens, des gravois, chutes, déchets provenant des prestations, compris frais de décharges, droits et taxes, ainsi que les frais résultants de l'obligation de gestion des déchets qui s'impose au prestataire,
- Tous les frais, charges et bénéfices du prestataire,
- Le positionnement et le marquage des sondages exécutés au préalable en coordination avec le Maître de l'ouvrage sur les conseils éventuels d'un Maître d'œuvre,
- La précision du plan d'intervention.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation (impressions, photographie...).

Le prix prend en compte l'étendue de la cession (durée, territoire ...), son caractère exclusif ou non ainsi que l'étendue des exploitations applicables au marché tels que formulée à l'article 35 du CCAG-PI.

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix HT dont le libellé sera donné dans le bordereau des prix unitaires.

6.3 Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires.

6.4 Prix de règlement

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix HT dont le libellé sera donné dans le bordereau des prix unitaires.

6.5 Variation des prix du marché

6.5.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des offres de **décembre 2025** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

6.5.2 Modalités de variations des prix

La révision sera annuelle (à la date anniversaire de notification du marché).

Elle est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule : **$C = I_m/I_{m0}$** .

Dans laquelle :

- I_{m0} = indice du mois M_0 études (mois de remise des plis) ;
- I_m = dernier indice connu à la date de la révision ;
- Indice retenu : ING – Ingénierie.

Les indices utilisés sont disponibles sur le site de l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>), à la rubrique : accueil > recherche thématique > détail série.

Les prix révisés ne pourront porter que sur des prestations postérieures à la date de révision.

Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui des révisions. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période annuelle. La révision

se fera à la hausse comme à la baisse.

6.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Le montant des prestations est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des factures. Ces montants seront rectifiés dans le cas où le taux de la T.V.A. serait modifié pendant la période de mandatement.

7- PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES

7.1 Présentation des demandes de paiement

Les factures concernant le présent marché sont présentées, *après service fait et admission des livrables correspondant*, dans les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à du L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique et transmises à l'EPF via le portail de facturation « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les demandes de paiement comprendront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché et du bon de commande (impératif sous peine de rejet de la facture) ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le prix de la prestation conformément au bordereau des prix unitaires ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes et leur montant TTC ;
- La date de facturation ;

Le non-respect des dispositions précisées ci-dessus entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date ainsi que la suspension du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R.2192-28 du Code de la commande publique).

7.2 Paiement

Le paiement est effectué après attestation de service fait et admission des prestations, en application des règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et suivants du Code de la commande publique.

Le règlement des sommes dues au titulaire.

7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.

Les intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

L'attention du titulaire est attirée sur les retards de paiement générés par son propre fait, notamment par carence à produire les pièces demandées nécessaires à la mise à jour du marché et / ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- Modification de la raison sociale ;
- Modification et / ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
- Et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait...).

7.4 Opérations d'admission et décisions après vérification

Les opérations d'admission et décisions après constatation de l'exécution des prestations sont réalisées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG-PI. Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI le délai pour procéder aux vérifications et notifier la décision de l'acheteur public, est d'un mois.

8- NANTISSEMENT-CESSION DE CREANCE

A l'attention de l'établissement de crédit auquel le prestataire ou l'un de ses sous-traitants viendraient à céder la partie du marché qu'ils exécutent, il est précisé que le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable désigné par le préfet de région. Toutefois, tout courrier relatif à un nantissement ou une cession de créance doit être adressé à Madame la directrice générale de l'Établissement Public Foncier d'Occitanie – Parc Club du Millénaire – Bâtiment 19 – 1025 rue Henri Becquerel – CS 10078 - 34060 Montpellier Cedex 2.

9- PENALITES

Le dépassement des délais d'exécution, tels que définis dans l'article 3.3 du CCAP donnera lieu à l'application des pénalités définies ci-dessous.

9.1 Généralités

Les pénalités définies au présent CCAP sont cumulables. Que les retards soient le fait du prestataire ou de l'un de ses sous-traitants, les pénalités seront retenues intégralement sur les sommes dues au prestataire. Les montants des pénalités définis au présent article s'entendent hors taxes et ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

9.2 Pénalités applicables

- Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, tout retard d'exécution par le titulaire, sauf s'il est imputable au pouvoir adjudicateur ou à un cas de force majeure, sera sanctionné, sans mise en demeure préalable, par une pénalité de 50€ par jour de retard.
- En cas de retard de 15 jours après une demande de transmission de pièces administratives et financières liées au marché (attestations fiscales, sociales, assurances...), une pénalité est applicable de droit, de 100€ par jour.

Les pénalités seront directement imputées sur les demandes de paiement dues au titre du marché.

9.3 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables.

10- EXECUTION PAR DEFAULT

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché et passer commande auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter les éventuels surcoût et risques au titulaire défaillant conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

11- RESILIATION - MESURES COERCITIVES - REEXAMEN

Le présent marché peut faire l'objet d'une résiliation en vertu des prescriptions des articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG- PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire percevra une indemnité correspondant à 5% du montant du bon de commande notifié et non exécuté.

La résiliation aux torts du titulaire peut, le cas échéant, être prononcée sur la base de l'article 39 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 25 du CCAG-PI, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur

12- ASSURANCES

Le titulaire devra fournir au maximum 15 jours après la notification de son marché une attestation de sa compagnie d'assurances justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et, que sa police contient les

garanties nécessaires en rapport avec les prestations objet du présent marché.

Le prestataire devra exiger de ses sous-traitants éventuels les mêmes attestations d'assurance.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur ou de police, en cours de marché, pour quelque motif que ce soit et, à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation.

Le titulaire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute autre personne dont il est civilement responsable, à l'occasion et au cours de l'exécution du marché, quelles qu'en soient les victimes.

Le défaut d'assurance en cours de validité entraîne la résiliation du marché aux torts du titulaire.

13- ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, seul le tribunal administratif de Montpellier sera compétent.

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00 - Fax : 04 67 54 74 10

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

14- DEROGATION AU CCAG-PI

Les dérogations au CCAG PI sont apportées par les articles suivants du présent CCAP :

- *Dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI par l'article 2.1 du CCAP ;*
- *Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI par l'article 9.1 du CCAP ;*
- *Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI par l'article 9.2 du CCAP ;*
- *Dérogation à l'article 28 du CCAG-PI par l'article 7.4 du CCAP ;*
- *Dérogation à l'article 40 du CCAG-PI par l'article 11 du CCAP.*

1. DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des prestations objet du contrat. Les traitements effectués par le titulaire dans le cadre du présent marché ont pour finalité exclusive la réalisation des prestations commandées par l'acheteur public, telles qu'elles sont décrites et approuvées par les Parties dans les documents contractuels.

Il est rappelé qu'aux termes de ses engagements contractuels le titulaire accomplit les prestations suivantes en vertu desquelles l'acheteur lui confie tout ou partie des traitements de données qu'il décide. Le titulaire déclare qu'il est en principe, et sauf dérogations ci-dessous, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte de l'acheteur, mais qu'il peut en partager la connaissance avec ce dernier.

Le titulaire pourra sur injonctions des autorités judiciaires ou de police, communiquer toute information susceptible de comporter des données, ce dont elle informera l'acheteur.

2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- garantir la sécurité physique et logique des données et des moyens techniques qu'il met en œuvre pour les besoins de l'exécution du marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

▪ Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

▪ **Droit d'information des personnes concernées**

Les parties conviennent que l'acheteur, en tant que responsable des traitements effectués en vertu du présent marché, assure et garantit l'exercice de leurs droits aux personnes dont les données sont traitées. Le titulaire collabore à la mise en œuvre effective de cette obligation légale de l'acheteur sur demande de ce dernier, qui fait son affaire personnelle du respect des obligations de l'acheteur vis-à-vis des personnes concernées et à l'égard des autorités de contrôle.

Le titulaire s'engage à aider l'acheteur par des mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter les droits des personnes concernées et à collaborer avec l'acheteur afin que cette dernière donne suite aux demandes des personnes concernées qui la saisissent sur ces fondements.

À cet égard, le titulaire communiquera sans retard à l'acheteur et au plus tard sous vingt-quatre heures ouvrées toute demande, plainte ou observation reçue directement des personnes concernées sans y répondre, sauf autorisation contraire et instructions précises données par l'acheteur.

▪ **Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@epf-occitanie.fr

▪ **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au maximum dans le délai de 24 heures après la découverte de la violation et par le moyen suivant : par mail à l'adresse suivante : dpo@epf-occitanie.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données);
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Le titulaire s'interdit de procéder à la notification de la violation de données à caractère personnel auprès des autorités de contrôle (CNIL), sauf instructions écrites contraires et détaillées de l'acheteur. Le titulaire s'engage à exécuter toute mesure raisonnable que l'acheteur estimerait adéquate pour remédier à la violation de données, y compris pour en atténuer les conséquences négatives. Le titulaire s'interdit toute communication à des tiers d'informations sur la violation, sauf s'il y est contraint par la loi ou par les autorités judiciaires ou de police. Sous réserve de cette contrainte légale, l'acheteur est seul libre de rendre publique la violation de données, y compris si celle-ci n'est pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées.

- **Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

- **Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité des données adapté aux risques. En particulier, le titulaire s'engage à les protéger contre toute destruction, perte, altération, diffusion ou accès non autorisés de manière accidentelle ou illicite, notamment lorsque les traitements de données comportent des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées et ce, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités des traitements ainsi que des risques éventuellement identifiés.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants éventuels. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction des fichiers de données à caractère personnel.

- **Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

▪ **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

▪ **Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

3. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

Il est rappelé que les données doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente, pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Il est également rappelé que seules des données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités peuvent faire l'objet de traitement. Chacune des parties doit respecter la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel et mettre en œuvre les procédures et les moyens nécessaires à son application.

L'acheteur a conscience que l'exécution par le titulaire de certains traitements de données dans le cadre de l'accomplissement de ses prestations, ne saurait dispenser l'acheteur du respect de ses obligations en qualité de « responsable de traitement ». En particulier, l'acheteur doit documenter la conformité des traitements qu'elle opère pour son compte et de ceux dont elle confie la réalisation au titulaire dans le cadre du présent marché. Les obligations légales que souscrit le titulaire en tant que sous-traitant de données à caractère personnel ne dispensent pas pour autant l'acheteur de respecter ses propres obligations légales en qualité de « responsable de traitement ».

A l'effet de vérifier la bonne conformité de leurs pratiques et des obligations réciproques souscrites en vue du respect de la réglementation applicable aux données personnelles, les Parties conviennent d'opérer au plus tard à la date anniversaire du marché une revue annuelle des règles définies au présent marché et de les adapter si nécessaire.

Le titulaire s'engage à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait lui être adressée en cas de contrôle, notamment si le contrôle devait viser l'acheteur. En cas de requête de divulgation de données personnelles provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le titulaire, cette dernière s'engage à en informer immédiatement l'acheteur, sauf lorsque la divulgation d'une telle

demande est prohibée, telle qu'une interdiction prévue par le droit pénal afin de préserver la confidentialité d'une enquête de police.